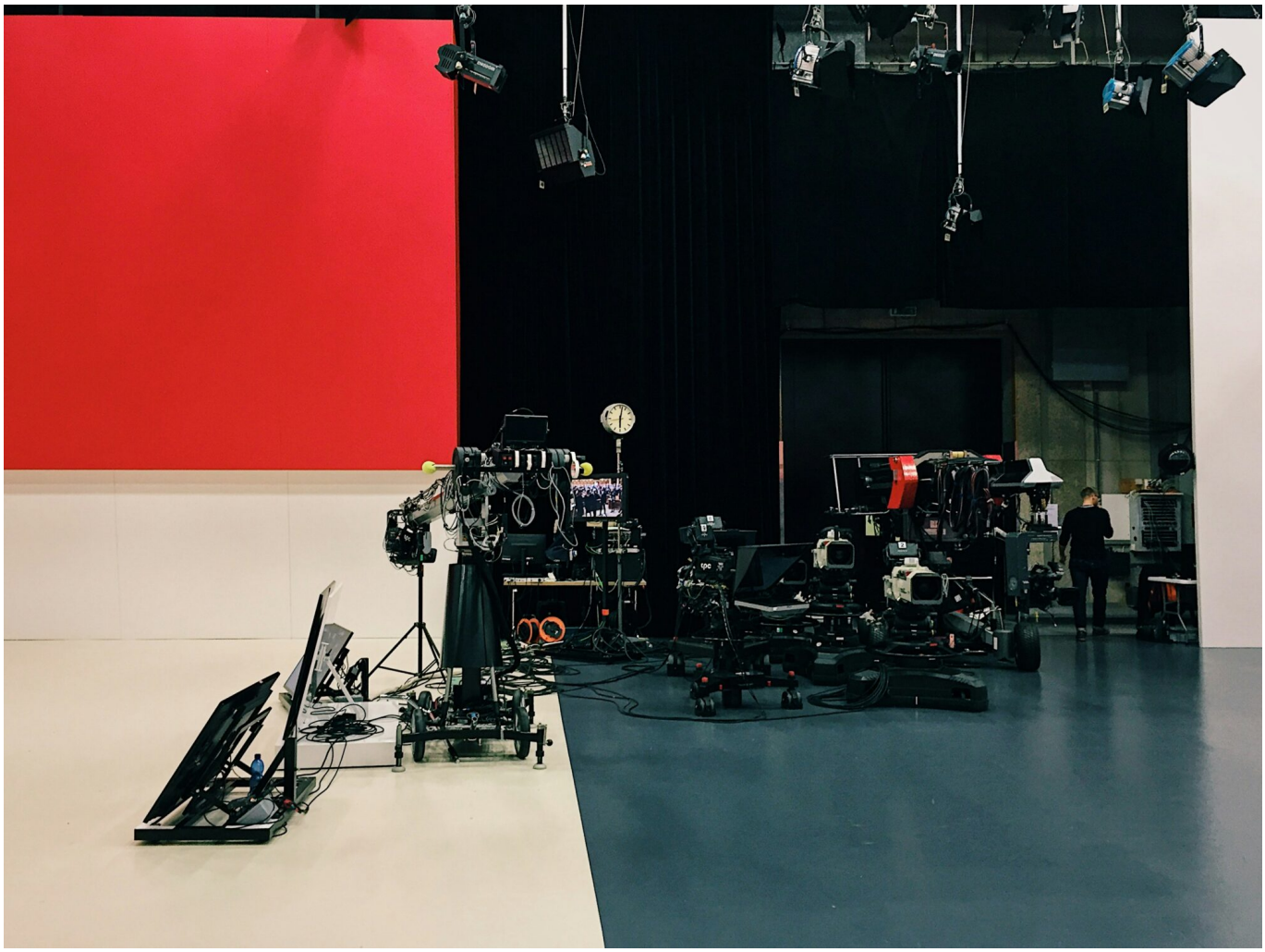
Ce que la démocratie doit au service public – et que les médias privés ne peuvent offrir

Pascal Sciarini, Rahel Freiburghaus, Adrian Vatter
29th January 2026



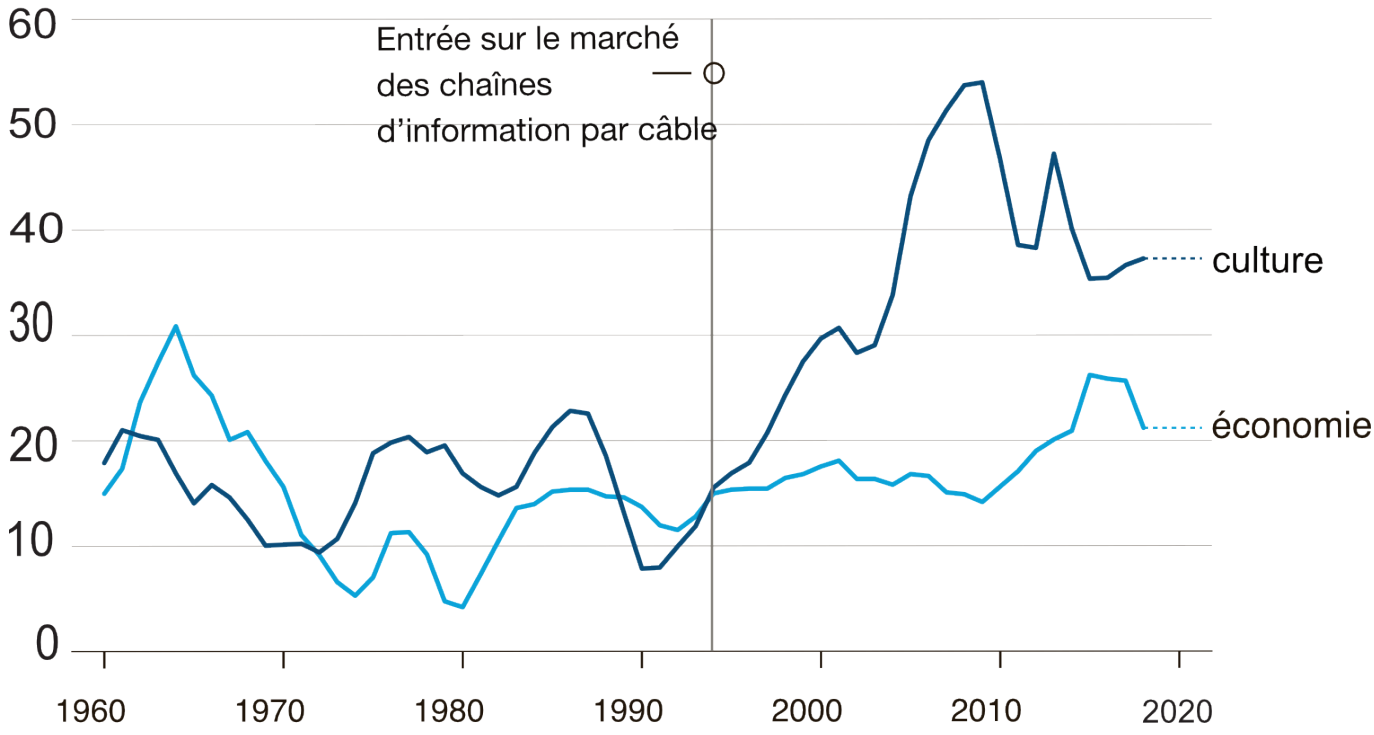
Un soir comme les autres en Suisse romande. Dans leur salon, les personnes âgées regardent *Couleurs locales*. Pendant ce temps, les jeunes s'informent via de courtes vidéos sur les réseaux sociaux. Ce n'est plus seulement le résultat d'un fossé générationnel, mais de la segmentation croissante de sphères médiatiques obéissant à des logiques très différentes. Un constat qui prend tout son sens dans l'optique du vote sur l'initiative visant à réduire de moitié les moyens de la SSR.



Les médias privés et les réseaux sociaux cherchent avant tout à maximiser leur audience: capter l'attention, susciter des réactions, générer des clics. Ils privilégient à cette fin les thèmes les plus polarisants. Une étude récente de l'université Harvard montre qu'aux États-Unis, les chaînes privées ont fait du "combat culturel" un véritable modèle économique. Des médias comme Fox News ont mobilisé de nouveaux publics en se focalisant sur des sujets clivants tels que la migration, la sécurité ou le genre. La télévision câblée serait ainsi responsable d'environ un tiers de la hausse de la couverture de ces conflits, un phénomène amplifié par les réseaux sociaux. Les effets sont très visibles en période électorale: les candidats adaptent leurs messages aux thèmes mis en avant par les médias privés et les réseaux sociaux, en particulier dans les régions où une part importante de la population s'informe via les chaînes d'information privées.

Les médias de service public répondent à une logique différente. En Suisse, leur mission est définie par la Constitution, la loi et la concession. L'article 93 de la Constitution fédérale leur impose notamment de tenir compte des besoins des cantons. Ce mandat confère à la SSR une double fonction essentielle: offrir aux autorités cantonales une tribune pour expliquer leurs décisions à la population et permettre aux cantons de faire entendre leurs préoccupations au niveau fédéral.

Figure 1: Polarisation sur les sujets économiques et culturels aux États-Unis



Source : Noy et Rao (2025), graphique inspiré du Financial Times.
Remarque : L'échelle va de 0 à 100, les valeurs plus élevées indiquant un degré de polarisation plus important. Les enjeux économiques comprennent la politique économique et la conjoncture, la santé, les services publics et l'éducation ; les enjeux culturels englobent les questions de « race », de genre, de questions sociales, de criminalité, de sécurité et de migration. La ligne verticale indique l'apparition des chaînes d'information par câble (« cable news »).

Or, à la suite de la forte concentration des médias privés, plusieurs cantons ne disposent plus de correspondants locaux. Là où un paysage médiatique diversifié subsiste encore, comme à Schaffhouse, les autorités restent davantage soumises à un suivi critique régulier. Ailleurs, ce contre-pouvoir tend à disparaître.

Effets inquiétants

Les effets sont préoccupants. D'abord, les cantons tentent de combler ce vide par leur propre communication, à travers des "newsrooms" institutionnelles qui imitent les formats journalistiques sans en garantir l'indépendance. Ensuite, l'adhésion au fédéralisme risque de s'affaiblir si les citoyens ne savent plus ce que leur canton fait concrètement. Aujourd'hui déjà, seule une petite minorité de la population est capable d'expliquer, même sommairement, ce que recouvre le fédéralisme. En outre, le risque de corruption et de violation des règles par des entreprises locales augmente là où les médias de proximité disparaissent. Enfin, sans médias ancrés dans le territoire, la démocratie locale perd en visibilité et, à terme, en engagement citoyen; la participation aux élections et votations communales, déjà souvent inférieure à 30%, pourrait encore reculer.

L'année 2026 s'annonce comme celle de grands débats de politique des médias. En France, le milliardaire Vincent Bolloré, proche de la droite radicale, a imposé à *CNews* une ligne éditoriale souvent comparée à celle de *Fox News*. En Allemagne, l'AfD envisage, en cas d'accès au pouvoir au niveau régional, d'interdire les "médias hostiles au peuple".

Dans ce contexte, la question centrale est: que peuvent réellement offrir les médias privés et les médias de service public, compte tenu de leur logique propre? Et peut-on sérieusement attendre des premiers qu'ils assument, à la place des seconds, les fonctions indispensables à la démocratie et au fédéralisme suisse?

Remarque: cette contribution est tirée d'une chronique parue le 19 janvier 2026 dans la Tribune de Genève/24heures.

Image: unsplash.com